

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'unité indésirable (*Varine*). — Statuts de l'Internationale Communiste. — Mort de Inessa Armand. — Bertrand Russell en Russie (*J.-B. Haskins*).

La résolution d'adhésion à la 3^e Internationale. — Chronique internationale : Etats-Unis. — Le Populaire à l'index. — Documents divers.

L'Unité indésirable

Le Parti socialiste français présente depuis des années l'aspect singulier d'une foire aux opinions. Il n'est pas le rassemblement et l'organisation d'individus communiant dans le même idéal, s'inspirant des mêmes idées et agissant selon les mêmes principes pour réaliser la même œuvre. Il hospitalise une foule hétéroclite et bigarrée qui se réclame du socialisme parce que le socialisme s'impose à elle comme l'expression des intérêts de la masse laborieuse. Chaque individu, dans cette foule où sont noyés les vrais socialistes, conçoit ou interprète le socialisme à sa façon et se sent libre d'agir comme bon lui plaît. C'est ce qu'on appelle communément « l'unité du Parti ».

Cette unité mensongère a frappé de stérilité l'action du Parti, qui n'a plus, depuis 1914, de socialiste que le nom. Elle est propice aux combinaisons des politiciens sans vergogne qui exploitent le mouvement socialiste pour la satisfaction de leurs ambitions mesquines. Mais elle dessert et trahit la cause du prolétariat. Que Longuet et ses amis la révèrent et la chérissent, rien de plus naturel : elle est à l'image de leur pensée incohérente et la confusion qui y règne, règne aussi dans leur esprit. Mais les vrais socialistes — ou communistes — ont le devoir d'examiner de sang-froid les effets et conséquences d'une unité illustrée par l'adhésion du Parti à la guerre impérialiste et par son indifférence criminelle à l'égard de la Révolution bolchevique en danger.

Jaurès, qui élevait tous les sujets dont il traitait à la hauteur de sa noblesse d'esprit,

a magnifié l'unité comme la synthèse des courants d'idées révolutionnaires. Mais il y a loin de son rêve à la réalité. Jaurès remplaçait les arguments par des images et substituait la poésie à la dialectique. L'éclat de ses métaphores donnait à sa vision de l'unité un rayonnement éblouissant. Mais la lumière qu'il répandait était aveuglante. Depuis que la source en est tarie, l'unité, dépouillée du prestige du verbe, nous apparaît telle qu'elle est. Et la lueur sinistre de la guerre lui donne un relief saisissant. Qu'importe que Longuet, dans son incompréhension incurable et totale, dans son indigence spirituelle peu commune, dans son incapacité définitive de répondre aux arguments par des arguments, s'acharne à répandre les cendres de la pensée de Jaurès, dont la flamme lui est étrangère ? Rozier aussi, Hervé de même, osent invoquer le nom vénéré. L'effronterie ne saurait remplacer la logique. Aux fêtes du cinquantenaire de la Troisième République bourgeoise, meurtrière de la Commune ouvrière de Paris et tourmenteuse de la Révolution prolétarienne russe, des saltimbanques se proposent de glorifier Jaurès à côté de Déroulède ! Encore une fois, qu'importe ? Le culte que nous nourrissons en nous à la mémoire de Jaurès n'est pas une religion. Il est raisonné en même temps qu'affectueux et fervent. Et nous ne réciterons pas des phrases de Jaurès comme des formules scientifiques. Jacques Mesnil, en écrivant dans la *Revue Communiste* un remarquable article sur « Jaurès et l'idée de patrie », et en critiquant du point de vue marxiste certaines conceptions de Jaurès, honore plus le souvenir de Jaurès que les soi-disant disciples qui trahis-

sent la pensée du maître dont ils sont les parasites, comparables aux poux du lion.

Il en est de l'idée d'unité de Jaurès comme de son idée de patrie. Elle ne correspond pas aux faits. Les faits comportent une irrécusable leçon : ils témoignent de la stérilité d'une unité de façade trompeuse, à l'abri de laquelle s'entre-choquent et se neutralisent des courants divergents et antagonistes.

De quoi sommes-nous redevables à cette unité, telle que les Longuet et les Paul Faure la conçoivent ? Nous lui devons l'hostilité des syndicalistes révolutionnaires au socialisme, corrompu par le millerandisme et desséché par le guesdisme. Hostiles au parlementarisme et partisans de l'action directe contre le vieux régime, les syndicalistes-révolutionnaires constituaient une force prolétarienne au service du socialisme : l'unité les a repoussés et un divorce de longues années a séparé du Parti l'élite agissante du prolétariat. Par contre, le Parti a accueilli les petits-bourgeois démocrates que l'affaire Dreyfus a poussés vers lui, et qui l'ont imprégné de leur esprit, ont fait de lui l'aile gauche du parti républicain. Le Parti a adopté ainsi la thèse de Jaurès suivant laquelle le socialisme est le prolongement de la République, et abandonné celle de Guesde qui disait avec raison que le socialisme sera la conséquence du capitalisme et non de la République.

Saturé d'idéologie bourgeoise, ayant peu à peu abandonné le point de vue de classe, il était fatal que le Parti, à l'heure décisive de la conflagration impérialiste, passât du côté de la bourgeoisie. C'est ce qu'il a fait. Inoubliable trahison ! Le Parti a approuvé la guerre et voté les crédits militaires. Il a fait plus : il a tenté de justifier la guerre en se plaçant d'un point de vue soi-disant socialiste. Aussi a-t-il également approuvé l'état de siège, la censure, les lois d'exception. Il s'est rendu complice actif du plus grand des crimes que l'Histoire ait enregistré. Et nous devons dire à notre honte que, sous l'influence du mensonge de l'unité, nous n'avons pas su faire notre véritable devoir qui était de rompre avec un Parti félon, de briser une unité déshonorante. Nous ne l'avons pas fait parce que nous nous sentions faibles et isolés, parce que nous étions inexpérimentés, parce que nous manquions de confiance en nous-mêmes. Nos regrets actuels sont vains. Du moins profiterons-nous des enseignements que nous laissent les années terribles, et aurons-nous la force de dénoncer le fétichisme néfaste de l'unité menteuse.

Avec la Révolution russe nous avons vu en pleine lumière une fraction de notre Parti travaillant à la victoire de la réaction mondiale. Cette Révolution, le Parti l'avait par avance

maudite en proclamant la nécessité de l'union sacrée, de la soumission du prolétariat à la bourgeoisie, de l'obéissance du peuple russe au tsar boureau, de « l'union nationale devant l'ennemi », de la « défense nationale » par dessus tout. Quand elle éclata, les dirigeants renégats et parjures du Parti feignirent de s'en réjouir... comme tout le monde. Mais, comme tout le monde aussi, c'est-à-dire en réalité comme tous les bourgeois et les chauvins, ils croyaient à une révolution patriotique et favorable à la guerre à outrance. Le mot d'ordre de paix les atterra. La prise du pouvoir par les bolcheviks les rendit furieux. Après avoir copieusement anathématisé la République des Soviets, ils proclamèrent UTILE l'intervention armée contre le prolétariat russe, c'est-à-dire l'assassinat de milliers de paysans et d'ouvriers, l'affamement de millions d'êtres humains. Et l'unité, la sacro-sainte unité permettait d'accomplir ces forfaits sous le pavillon du socialisme !

Nous ne voulons pas rappeler ici les mille et un scandales dont le Parti est ébloué, grâce à l'unité. Actuellement encore, chaque jour nous réserve une honte nouvelle. Il n'est pas de cérémonie nationaliste, il n'est pas de mascarade chauvine et belliqueuse, où ne figurent des députés socialistes, à côté des ministres bourgeois, des généraux, des évêques, des représentants des Ligues contre-révolutionnaires. Des échantillons de la domesticité socialiste sont aujourd'hui indispensables à toute manifestation « officielle », comme les confidants dans les tragédies, les valets et les soubrettes dans les comédies de Molière, ou les raisonneurs dans les drames de Dumas fils. Les élus socialistes qui se font les auxiliaires bénévoles des mises en scène sempiternelles destinées à enivrer de gloire frelatée les foules inconscientes sont assurées du silence complice du Parti, observé au nom de l'unité. Mayéras peut impunément outrager un camarade honnête et dévoué, Renaudel peut fraterniser avec des assassins de prolétaires russes, tant d'autres peuvent journellement accomplir des actes que la conscience socialiste réprouve, l'unité couvre tout.

De cette unité, nous ne voulons plus. Nous voulons une autre unité, l'unité de pensée, de doctrine, de tactique, d'action communistes et révolutionnaires.

VARINE.

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent 37 50

STATUTS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

En 1864, fut fondée, à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs : la Première Association Internationale. Les statuts de cette Association portaient :

« Considérant » :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule ;

Que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création des nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe ;

Que la soumission économique de l'homme au travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes — sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique ;

Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyens ;

Que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents ;

Que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés ; que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence.

La 2^e Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la 1^{re} Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La 2^e Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La 3^e Internationale Communiste, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République Socialiste Fédérative des Soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la 1^{re} Internationale des Travailleurs.

La 3^e Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années,

la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable !

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la *forme* de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la vérité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la 1^{re} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et *internationale*.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la 2^e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale Communiste fraternise les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserves, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, dans l'histoire, qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république soviétiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici :

Art. 1. -- La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée en but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les clas-

ses et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

Art. 2. — La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs adopte le titre d'*Internationale Communiste*.

Art. 3. — Tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale Communiste portent le nom de : Parti Communiste de tel ou tel pays (section de l'Internationale Communiste).

Art. 4. — L'Instance suprême de l'Internationale Communiste n'est autre que le Congrès mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le Congrès mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'Internationale Communiste. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'Internationale Communiste. Le nombre de voix délibératives qui, dans le Congrès mondial, appartiennent à chaque parti ou organisation, sera fixé par une décision spéciale du Congrès ; il est, en outre, indispensable de s'efforcer de fixer, le plus tôt possible, les normes de représentation, en se basant sur le nombre effectif des membres de chaque organisation, et en tenant compte de l'influence réelle du Parti.

Art. 5. — Le Congrès international élit un Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui devient l'instance suprême de l'Internationale Communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du Congrès mondial.

Art. 6. — Le siège du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est désigné, à chaque nouvelle session, par le Congrès mondial.

Art. 7. — Un Congrès mondial extraordinaire de l'Internationale Communiste peut être convoqué soit par décision du Comité Exécutif soit sur la demande de la moitié du nombre total des Partis affiliés lors du dernier Congrès mondial.

Art. 8. — Le travail principal et la grande responsabilité, au sein du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste incombent principalement au Parti Communiste du pays où le Congrès mondial a fixé le siège du Comité Exécutif. Le Parti Communiste de ce pays fait entrer dans le Comité Exécutif au moins cinq représentants ayant voix délibérative. Outre cela, chacun desdits 12 partis communistes les plus importants fait entrer dans le Comité Exécutif un représentant, avec voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le Congrès mondial. Les autres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du Comité des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative.

Art. 9. — Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des Congrès, tous les travaux de l'Internationale Communiste, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue : *l'Internationale Communiste*), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale Communiste et donne à tous les Partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'exiger des Partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; il peut exiger l'exclusion des Partis qui

auraient violé les décisions du Congrès mondial. Ces Partis ont le droit d'en appeler au Congrès mondial. En cas de nécessité le Comité Exécutif organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés.

Art. 10. — Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit de coopter, en leur accordant voix consultative, les représentants des organisations et des Partis non admis dans l'Internationale Communiste, mais *sympathisant* avec le communisme.

Art. 11. — Les organes de la presse de tous les Partis et organisations affiliés à l'Internationale Communiste, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'Internationale Communiste et de son Comité Exécutif.

Art. 12. — La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le devoir de veiller à l'observation de cet article des Statuts.

Art. 13. — Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents Partis affiliés à l'Internationale Communiste aient pour intermédiaire le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en soit informé.

Art. 14. — Les Syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, constituent une section syndicale de l'Internationale Communiste. Les Syndicats communistes envoient leurs représentants au Congrès mondial de l'Internationale Communiste, par l'intermédiaire du Parti Communiste de leur pays. La section syndicale de l'Internationale Communiste délègue un de ses membres auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, où il a voix délibérative. Le Comité Exécutif a le droit de déléguer, auprès de la section syndicale de l'Internationale Communiste, un représentant qui a voix délibérative.

Art. 15. — L'Union Internationale de la Jeunesse Communiste est subordonnée à l'Internationale Communiste et à son Comité Exécutif. Elle délègue un représentant de son Comité Exécutif au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, où il a voix délibérative. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a la faculté de déléguer auprès du Comité Exécutif de l'Union de la Jeunesse, un représentant, qui a voix délibérative. Les rapports mutuels qui existent entre l'Union de la Jeunesse et le Parti Communiste, en tant qu'organisations, dans chaque pays, sont basés sur le même principe.

Art. 16. — Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sanctionne la nomination d'un secrétaire du mouvement féminin international et organise une section des Femmes Communistes de l'Internationale.

Art. 17. — Tout membre de l'Internationale Communiste qui se rend d'un pays dans un autre, y est fraternellement accueilli par les membres de la 3^e Internationale.

Bertrand Russell en Russie

Il est loin, le temps où un compte rendu personnel de ce qui se passe en Russie apportait un nouvel appoint à ce qu'on savait déjà. Un article de plus ou de moins pour la propagande anti-bolcheviste ou pour la propagande pro-bolcheviste compte bien peu aujourd'hui. La Révolution de novembre a orienté d'une façon décisive le cours de l'histoire universelle. Elle poursuit impétueusement son chemin, en un moment où le monde a besoin d'un nouveau mode de vie sociale. Elle porte en elle toute la puissance et tout le génie de la vie des masses, qu'elle appelle brusquement à se manifester après des siècles d'oppression et de répression. Son caractère de lutte de classes, comme aussi sa portée mondiale, ne peuvent plus être cachés aujourd'hui par une accumulation de détails sur les événements qui se sont déroulés ou se déroulent actuellement en Russie. Les griefs plaintifs d'un savant gentleman anglais quant à la façon dont les transformations se sont accomplies, n'ont aucune importance, bien que la presse capitaliste les proclame triomphalement en tous lieux.

Mais un fait psychologique extrêmement intéressant se présente : c'est l'apparition, presque simultanément, d'une part, de la profession de foi communiste de Bertrand Russell, comprenant l'acceptation de tout ce qu'implique la lutte communiste (*Liberator* de mai et juin) ; — et d'autre part de son compte rendu pessimiste sur le Communisme en Russie, compte rendu qui est une rétractation virtuelle de ses conclusions théoriques antérieures.

Non sans de bonnes raisons il existe chez les Communistes une prévention contre les adhérents venant de l'aristocratie ou même des classes moyennes les plus voisines du peuple. Les Communistes ont le sentiment que les habitudes d'esprit que donnent la vie et l'éducation bourgeoises réapparaîtront à un moment quelconque chez ceux-là, et vraisemblablement au vif de l'action. Ceci en particulier pour quiconque est parvenu jusqu'à l'âge mûr dans une retraite studieuse où les larges vues de l'esprit ne sont point accompagnées de la vue de leur application pratique et de l'âpreté de la vie réelle. Mais il serait trop commode de considérer l'article de Russell sous ce jour, et peut-être serait-ce manquer à la vérité. Généraliser absolument la prévention dont nous parlions tout à l'heure, ce serait ne pas tenir compte des plus résolus et des plus capables parmi les Communistes et leurs collaborateurs. Ainsi, l'on a appris que le colonel Malone, après avoir réfléchi sur ce qu'il avait vu, entendu, au sujet de la Révolution russe, a quitté le Parti libéral qui l'avait envoyé au Parlement britannique, s'est joint au Parti Communiste anglais, et s'est posé en adversaire du parlementarisme. Il n'y a pas d'autres preuves décisives de ce qu'est un homme, que ses actes ; l'ensemble de ses actes, bien entendu, car il peut toujours s'élever des discussions sur ce qu'il convient de faire à tel instant donné.

La véritable explication n'est pas que B. Russell est trop gentleman et trop savant, — mais qu'il est trop peu l'un et l'autre. Son élégance personnelle semble n'être qu'un snobisme quelque peu

mitigé. Interprète des faits historiques, il est un magister d'une étroitesse de vues choquante. Ce n'est qu'en la compagnie de Gorki qu'il s'est échappé de la vulgarité de tout ce qui se passait autour de lui (bien que, ajoute-t-il, Sverdlov fût un excellent guide). Tout le reste était trop criard, trop sûr de soi ; « le reste » parlait haut alors qu'il aurait dû parler à mi-voix.

Ce que voit Russell dans le Communisme et la Révolution, ce sont les hommes qui, dans le combat, sont à la tête. De même, aux yeux de certains de nos historiens, toute l'action de Paris dans la Révolution française fut une affaire de marchands de poisson, et qu'on doit interpréter comme telle. C'est confondre les grandes forces avec les hommes qui n'en sont que la voix. Ainsi on trouve beaucoup de braves gens parmi les capitalistes, et on dit : le capitalisme est la douceur même.

Pour se rendre compte de la puissance d'observation de Russell et de son sens des réalités, il suffit de parcourir son livre récent intitulé : *Proposed Roads to Freedom* (Routes proposées vers la Liberté), volume d'un « intellectualisme » superficiel, orné de phrases sentimentales sur l'anarchisme.

La façon dont l'auteur compte avec les faits est bien mise en lumière par un passage comme le suivant : « Si nous voulons trouver aujourd'hui des exemples de cruauté capitaliste analogues à ceux dont est rempli le livre de Marx (*Le Capital*), il nous faut aller chercher la plupart de nos documents aux Tropiques, ou dans ces régions où il reste des hommes de race inférieure à exploiter ». Comme commentaire, nous pourrions produire quantité de faits fournis par l'expérience américaine de notre époque. Mais, sans doute, nous comptons parmi les races inférieures. Pour ce qui est de l'Angleterre, sans citer des faits ou des documents contre B. Russell, on aurait pu attendre de lui qu'il rendît compte des excès que, dans leurs exploitations, les capitalistes anglais ont apportés de l'Université d'Oxford dans la conduite de la guerre mondiale. Mais peut-être le fait que les corps et les esprits ont été brisés sous les roues de la guerre — incident d'une entreprise capitaliste qui la dépasse — n'a-t-il aucun rapport avec la suppression directe de la vie estropiée de l'usine. Si les statistiques comparatives des salaires et des prix en Angleterre nous disent quelque chose, à côté des faits tels que nous les connaissons, avec le délabrement général de la vie des ouvriers, ce n'est guère une consolation pour nous que de constater que les conditions de vie sont matériellement différentes de celles que décrivait Marx. Ou, si nous en sommes arrivés à un état d'amélioration matérielle, l'esprit peut alors comprendre toute l'horreur de ce qui fut auparavant.

Des faits tels que ceux qui sont relatés dans l'*Interchurch Report* (1) concernant l'industrie de l'acier aux Etats-Unis et dans d'innombrables rapports industriels d'Amérique et d'Angleterre, eussent été pour B. Russell d'une lecture profitable.

Mais B. Russell n'aime pas Marx, et c'est pourquoi il a mis de côté la plus grande partie de son œuvre par des conclusions successives et éliminatoires, sans s'appuyer sur des faits ou des raisonnements d'après les faits. D'autre part, Russell aime Bakounine, et son opinion sur les philosophies opposées de Marx et de Bakounine correspond bien à son respect pour ceux qui payent de leur personne. L'antipathie personnelle de Russell est quelque chose comme une certitude de soi-même, un raisonnement pris en soi comme base d'action immédiate. C'est pourquoi il est opposé à des personnalités telles que Marx et Lénine.

La principale accusation que contient l'article de Russell est que les membres du Parti Communiste occupent des places plus importantes dans l'administration bolchevique, alors que peu de villages s'avouent communistes, et que les bulletins de vote ne prouvent pas que l'administration bolchevique soit choisie par tout le peuple. Mais nous nous sommes assez fatigués à lire les conclusions absolues que tire B. Russell des on-dit qu'il a recueillis, au cours de ses voyages, de tous ceux qui passaient sur sa route, sans plus de vérifications. Examinons cette question de l'appui qu'apporte ou non le peuple au pouvoir communiste de Russie.

Il est certain que la science de réprimer l'opposition avait été fort cultivée sous le tsarisme, pendant plusieurs générations. Pourtant, le tsarisme s'affaissa presque sans résistance quand la colère des masses russes se tourna contre le Petit-Père. Il est assez curieux que la presse capitaliste essaie aujourd'hui d'accréditer cette fable, que la vieille police forme la charpente du régime terroriste des Bolcheviks. Et Russell, dans son article, juge ce conte digne de foi. Etrange, que ces policiers et leurs méthodes n'aient pas sauvé le trône de Nicolas ! A moins que ce ne soit la police même qui ait fait la Révolution ? Russell donne à croire que, au plus fort de la tourmente révolutionnaire, les Bolcheviks ont pu mettre sur pied un nouveau système complet de répression qui impose leur domination à la nation russe ; et qu'un demi pour cent environ de la population s'arrange pour détenir le pouvoir, grâce à des machinations politiques et à la suppression tyrannique de l'opposition. Il constate que les Bolcheviks n'aplanissent pas la route du pouvoir à leurs adversaires ; que, chose horrible ! on vote parfois à mains levées. Voyons ! comment la volonté du peuple peut-elle s'exprimer autrement qu'à l'aide de petits morceaux de papier, secrètement comptés ? En outre, les ouvriers des villes lui semblent plus favorisés, dans la représentation que les paysans et les habitants des villages.

La question n'est pas ici de désapprouver le vote, le scrutin secret, la représentation proportionnelle. Ce que semble n'avoir pas vu le chimérique savant anglais, c'est qu'en Russie une Révolution est en progrès, accompagnée d'une colossale guerre, civile et extérieure. Pendant la Révolution française, le peuple modifiait les votes à l'aide des piques et de la guillotine ; c'étaient les délégués de la bourgeoisie, les Girondins, qui travaillaient à vaincre par les scrutins, *ayant largement de leur côté le talent politique* ; et forçant les masses à avoir recours aux massacres et au tribunal révolutionnaire pour rendre le vote inefficace. L'Histoire a depuis longtemps creusé ces faits apparents jusqu'à atteindre les forces profondes qu'ils recouvrent. Le monde entier glorifie le génie de la Révolution française, son ins-

piration et ses conquêtes, laissant de côté les atteintes qu'elle a portées au scrutin secret et à la liberté civile, que la Révolution avait elle-même pour but de rendre plus complète. On aurait pu attendre d'un savant qu'il lût l'histoire à cette lumière.

Si le Parti Communiste compte 600.000 membres ; si ces membres composent les gens en place, quel doit être le rapport du nombre des non communistes au nombre des communistes, dans l'armée rouge ? A peine moins de trois ou quatre à un. Naturellement, nous nous rendons compte que donner sa vie, ce n'est point voter au scrutin secret ; ce n'est pas de la démocratie légale ! On nous dit aussi que les Russes sont enrôlés de force dans l'armée rouge. Il semble qu'il ne serait pas nécessaire que de grands troubles se produisissent dans la défense du pays pour que les 2/3, ou les 3/4 ou les 4/5 de l'armée, soutenus par les millions d'habitants de la grande nation russe, pussent renverser le régime bolchevik. Le nationalisme russe, loin d'expliquer la loyauté à l'égard de l'administration existante, constituerait le plus fort mouvement en faveur de l'avènement de tout autre parti, puisque les Bolcheviks vont aussi loin que possible dans la direction de l'internationalisme.

Plutôt que de lancer à B. Russell un défi sur ce qu'il conte, d'après de vagues ouï-dire, du vote en régime bolchevik, plutôt que de citer au contraire une foule de témoins qui n'étaient nullement prévenus en faveur de l'administration communiste, nous préférons citer les votes authentiques du peuple russe depuis novembre 1917, Kérensky était candidat aux élections qui portèrent les Bolcheviks au pouvoir. Ce n'étaient pas des élections à la manière australienne, mais un vote fondé sur la volonté universelle du peuple russe. Sur cette base, les candidats s'affrèrent l'un après l'autre, accompagnés des bénédictions de la « démocratie occidentale » et tous furent rejetés avec mépris. Voyez la suprême opportunité du nationalisme russe un avec un Woodrow Wilson, prêt à ramener les nationalités indépendantes dans l'ancienne unité de la Russie sous un Koltchak ou un Wrangel ! Mais les Russes se battent pour moins de territoires, sous le drapeau rouge et au chant entraînant de l'*Internationale*. Quelle habileté politique vraiment surnaturelle ont ces 600.000 communistes pour manipuler ainsi une nation 200 fois plus nombreuse qu'ils ne sont !

Chose étrange, pour B. Russell, « dictature du prolétariat », cela veut dire dictature effective ! Très peu de personnes, en Russie, sont convaincues qu'elles subissent une dictature. Nous avons toujours pensé, contrairement à B. Russell, que la dictature du prolétariat n'était, sous un nom sévère, qu'une forme adoucie de la « démocratie occidentale ». Nous avons toujours eu l'idée qu'il ne saurait y avoir de dictature sans que quelqu'un en fût victime, de la façon la moins désagréable possible, eu égard aux circonstances. Si l'on songe à tout ce qui a été perpétré en fait d'intrigues, de sabotages, d'attaques sauvages de l'intérieur et de l'extérieur, c'est vraiment miracle que le régime bolchevik ait pu rester si doux. Chez nous, aux Etats-Unis, Victor Berger ne souhaite pas la dictature du prolétariat, car, dit-il, il subit de la part de MM. Palmer et Burleson toute la dictature souhaitable. En d'autres termes, Victor Berger ne souhaite pas de circonstances favorables à une dictature. Et nous, nous les souhaitons, car nous nous rendons compte que c'est le moyen nécessaire pour émettre un système de privilèges qui a d'énormes réserves de résistance, un système dont les tentatives ensermentent jusqu'à des esprits

comme celui de Bertrand Russell, qui cependant a certainement un profond désir de liberté.

Comme les journalistes capitalistes furent heureux d'annoncer le retour de l'enfant prodigue, et sa découverte admirable qu'il y avait une dictature en Russie !

Meurtrie, saignant des blessures d'une interminable guerre civile et des assauts militaires et économiques du capitalisme mondial, on voudrait que la Russie traitât avec modération ses adversaires politiques de la Révolution, comme si elle ignorait qu'ils ne sont autre chose qu'une partie de ses assaillants ! Même les puissants gouvernements anglais et américain ont réprimé brutalement la plus faible opposition à la guerre mondiale, qu'elle vint d'un parti ou d'un homme.

Bertrand Russell lui-même s'en est aperçu. Mais l'esprit de B. Russell ne compare pas les faits entre eux : il habite l'absolu de la logique abstraite. Il serait pourtant intéressant, par exemple, de comparer le sort des communistes dans nos pacifiques Etats-Unis, avec le sort des adversaires des soviets en Russie. Jamais ici les communistes n'ont été, d'après le vote, plus de 50.000, tandis que, d'après M. Russell, il doit y avoir en Russie plus de 100 millions d'hommes dont l'opposition au bolchevisme est comparable à notre opposition au gouvernement des partis républicain et démocrate réunis.

D'après Russell, Lénine est entiché de son opinion. C'est un vice commun à tous les communistes, à tous ceux du moins qui veulent soutenir la Révolution, même lorsqu'elle ne va pas bien.

Les communistes raisonnent sur certaines prémisses bien définies ; ils analysent l'histoire passée et l'histoire actuelle avec une grande certitude, considérant que les faits qui les occupent peuvent être soumis à l'analyse scientifique et peuvent être prévus en dépit des complications et des passions qui en sont inséparables. Pour B. Russell, le matérialisme historique n'est qu'un assemblage de mots. Que quiconque puisse en faire usage pour la pratique, cela lui semble une opinion dogmatique irritante.

Réflexion faite, il est réconfortant que Russell n'aime ni Lénine, ni Trotsky, quoiqu'il ne rapporte de celui-ci qu'une vague impression. Cela nous est une preuve de leur union absolue avec ce génie des masses qui est l'âme de la Révolution, et dont Russell alla s'abriter dans la cabinet de travail de Gorki. Mais Gorki, lui, est vraiment celui qui exprime avec la passion la plus inspirée la beauté et la puissance de la vie populaire. C'est à lui qu'appartient cette vraie qualité intellectuelle qui pénètre jusqu'aux racines de la vie, à l'inverse de cet « intellectualisme » léger qui s'amuse d'abstractions et tremble au premier vent de la réalité. Un homme comme Russell est sans refuge. A chaque changement, il est assailli par ses propres débats intérieurs. Il est tout entier submergé par son doute perpétuel, quoiqu'il s'efforce d'avoir foi en la vie. S'il était en Russie, conclut-il, il essaierait certainement de faire de son mieux sous le régime bolchevik, espérant en un état de choses meilleur, mais espérant avec désespoir. La Russie saignante, glorieuse dans la fanfare et la pompe de la Révolution triomphante, a assez souffert de ses propres Russells, pleins de souci pour les délicatesses de forme, et pleins d'aveuglement quand il s'agit des faits. Hommes de scrupules délicats, faisant de l'examen d'une question

un charmant exercice intellectuel, ignorant toutes les réalités, sauf les sensations absorbantes du jeu de leur propre esprit, arrivant ainsi à prendre une position où ils s'appuient sur les traditions et se soumettent aux préjugés de leur classe, voilà ce que sont les Russel, voilà ce à quoi ils servent.

J.-B. HASKINS.

INESSA ARMAND

Nous avons appris avec chagrin la mort de notre camarade Inessa Armand, membre du Parti Communiste russe (bolchevik).

Inessa Armand vivait à Paris avant la révolution russe. Elle participait à l'activité du groupe de *Nache Slavo*. En 1918, elle revint en France, en compagnie de Manouïlaky et de Davtian, comme membre de la mission chargée du rapatriement des prisonniers russes en France. On sait que la mission fut séquestrée à Malo-les-Bains, près de Dunkerque, gardée à vue, et mise dans l'impossibilité d'accomplir son travail.

Inessa Armand, après avoir assisté au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou, était allée travailler au Caucase, où le typhus l'a tuée. De faible santé, Inessa a dépensé toutes ses forces au service du prolétariat. Elle nous laisse le souvenir et l'exemple d'un dévouement sans bornes à la cause de la révolution. Les communistes de tous les pays vénéreront sa mémoire.

Comité de la 3^e Internationale

DIMANCHE 7 NOVEMBRE, à 9 h. 30
Salle Wagram

GRAND MEETING

organisé en hommage à la Révolution Russe à l'occasion de son troisième anniversaire, sous la présidence d'honneur des camarades

LORiot
MONATTE
SOUVARINE

Secrétaires du Comité

Avec le concours de Séverine, Marcel Cachin, Noël Garnier, Paul-Louis, Ch. Rappoport, Jean Ribaut, Daniel Renault, Tommasi, Henry Torrès, Treint, Victor Méric, P. Vaillant-Couturier.

Entrée : 1 franc.

Le prochain numéro du
Bulletin Communiste
paraîtra sur 32 pages et sera dédié
à la gloire
de la Révolution Bolchevique

La Résolution d'Adhésion à la 3^e Internationale

La résolution d'adhésion à la 3^e Internationale a été rédigée, délibérée et approuvée par le Comité de la 3^e Internationale et la fraction Cachin-Frossard, démissionnaire du Comité pour la reconstruction de l'Internationale. Cette résolution est le résumé des thèses adoptées par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou, et leur adaptation à la situation en France.

Les signataires invitent les militants, les sections et fédérations du Parti à voter intégralement cette résolution, et à déléguer au Congrès national des représentants nettement partisans de l'adhésion sans réserve à l'Internationale Communiste. Pour éviter que la volonté de la masse du Parti soit méconnue, il importe que les délégués au Congrès soient impérativement mandatés.

Après quatre années de massacre mondial, et deux ans de prétendue paix, pendant lesquels la bourgeoisie n'a cessé de poursuivre une guerre contre-révolutionnaire et impérialiste contre le peuple russe et les peuples d'Asie opprimés, le Parti socialiste constate l'impossibilité où se trouve le capitalisme de survivre au bouleversement économique et social qu'il a provoqué.

Les insatiables appétits de la classe bourgeoise et l'évolution fatale du monde industriel ont engendré l'impérialisme ; et la concurrence des impérialismes rivaux suscite la guerre en permanence. Dans le sang de millions de prolétaires, la coalition impérialiste des Alliés a vaincu la coalition adverse et a cru s'assurer l'hégémonie mondiale. Maîtresse des colonies d'Asie et d'Afrique, elle impose sa volonté aux anciens Etats neutres, elle réduit en esclavage les peuples de l'Europe centrale par des traités consacrant le triomphe de sa force et son « droit » de spoliation, de pillage à outrance.

Mais la Russie révolutionnaire a mis en question l'omnipotence de la coalition impérialiste victorieuse. Refusant de subir la loi du capitalisme, elle a renversé le régime bourgeois, transmis le pouvoir au prolétariat, exproprié les expropriateurs, entrepris l'instauration de la société communiste. Elle a résisté victorieusement aux assauts de la contre-révolution internationale et, à son exemple, s'organise dans tous les pays la résistance à l'oppression du capital.

En même temps se développent les inéluctables conséquences de la guerre impérialiste. La rivalité des oligarchies capitalistes concurrentes disloque le faisceau des impérialismes associés. La ruine des Etats, le déséquilibre des budgets, l'inflation de la circulation fiduciaire, succédant à la destruction d'innombrables vies humaines et d'incalculables richesses, portent à son comble le désordre économique. La paralysie des échanges internationaux, le tarissement de la production, la croissance irrésistible du coût de la vie, exaspèrent les antagonismes de classes. Les contradictions minant le capitalisme atteignent une virulence mortelle pour le vieux régime.

Dans le chaos général où la bourgeoisie aveugle

continue de rechercher la domination et le profit, le prolétariat gagne chaque jour en clairvoyance, prend conscience de sa mission révolutionnaire et engage le combat libérateur contre ses maîtres.

Pendant quatre années, les peuples, aveuglés par de monstrueuses légendes, fanatisés par des haines factices, égarés par le mensonge et l'erreur, que la bourgeoisie a créés et entretenus grâce à la toute-puissance corruptrice de l'argent et à la toute-puissance coercitive de l'Etat, se sont entr'égorgés dans une guerre fratricide insensée. Trompés par les dirigeants de la II^e Internationale, en même temps que par les gouvernants bourgeois, ils ont cru, les uns et les autres, défendre une juste cause, leur patrie, la justice, le droit, la civilisation ; ils ont cru acheter de leur sang la paix perpétuelle et assurer, par leurs sacrifices, le salut des générations nouvelles.

Ils mesurent actuellement l'immensité de leur aberration. Ils comprennent que des dizaines de millions d'hommes sont morts pour la satisfaction des intérêts bourgeois. Ils n'aperçoivent ni paix, ni justice, ni civilisation ; ils ne voient que guerres, exploitation, barbarie. Et les générations nouvelles subissent le sort de celles qui ont cru les sauver.

Chaque prolétaire comprend aujourd'hui que son ennemi est dans son propre pays, et que la seule, l'unique guerre légitime est celle des exploités contre leurs exploités. Dans chaque prolétariat, une élite consciente s'est organisée en parti politique, qui dirige la classe opprimée dans sa lutte contre la classe privilégiée. Ces partis socialistes ou communistes se sont groupés dans une nouvelle Internationale, sur l'initiative des socialistes clairvoyants qui surent ne jamais renoncer à la lutte contre le régime capitaliste, et sous l'égide de la première révolution prolétarienne victorieuse.

Le Parti socialiste français proclame que cette nouvelle Internationale, l'Internationale Communiste, est l'interprète qualifié des aspirations des masses exploitées de toute la terre et le guide sûr, éprouvé, de l'avant-garde prolétarienne.

Conscient du rôle historique qui lui incombe à l'heure où les destinées du prolétariat sont en jeu sur le front mondial de la lutte des classes,

le Parti décide d'entrer dans l'Internationale communiste qui coordonne les efforts de toutes les organisations prolétariennes révolutionnaires et dirige leur action libératrice.

Le Parti se déclare pleinement solidaire de la République des Soviets, qui ne lutte pas seulement pour le salut des prolétaires de Russie, mais encore pour l'affranchissement du prolétariat mondial. Il affirme que le devoir primordial des travailleurs de tous les pays est d'assurer par tous les moyens la sauvegarde de la révolution sociale commencée en Russie, et d'entreprendre contre l'impérialisme, contre le régime capitaliste, une guerre sans merci dont l'issue sera l'émancipation intégrale du travail.

THÈSES

I. — La prise du pouvoir par le prolétariat et la dictature prolétarienne

Le Parti, considérant l'impuissance du capitalisme à reconstruire le monde tombé en ruines, doit envisager les conditions dans lesquelles le prolétariat pourra se substituer à la bourgeoisie et fonder la société communiste.

L'expérience de l'Histoire et des révolutions en cours montre péremptoirement que la transformation sociale ne peut s'accomplir dans les cadres du régime actuel et dans la légalité établie par ce régime pour sa sauvegarde. S'il est vrai que l'embryon d'un système social naît et commence son développement au sein du système qu'il doit remplacer et dans lequel il puise sa première substance, cette coexistence devient impossible dès que les formes sociales naissantes rencontrent dans le milieu une entrave à leur évolution. La lutte de classes se poursuit alors hors de la légalité condamnée et pour l'élaboration de la légalité nouvelle.

La première phase de la lutte révolutionnaire revêt un caractère différent suivant la situation intérieure du pays, la forme et le degré de résistance des forces en présence, mais son objectif invariable doit être la prise intégrale du pouvoir politique par le prolétariat. Tous les conflits sociaux tel que celui qui vient d'obliger le gouvernement italien à reconnaître le contrôle des ouvriers sur la production ne sont que des préludes à cet acte indispensable au développement de la révolution.

La valeur révolutionnaire de cette première réduction des privilèges de la bourgeoisie trouve rapidement ses limites dans le fait de l'existence d'une bourgeoisie toujours maîtresse de l'Etat, libre de s'organiser pour la résistance, d'exercer sa force corruptrice et appelée à codifier elle-même les mesures qui lui sont imposées.

Seule, la possession intégrale du pouvoir politique sans compromission avec les représentants du capital et du socialisme petit-bourgeois, permettra au prolétariat de fonder l'ordre social nouveau sur la propriété collective, le travail obligatoire et la suppression des classes.

La prise du pouvoir ne signifie nullement la substitution, dans les organismes de l'Etat capitaliste, des communistes aux bourgeois, mais bien

la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par un appareil essentiellement différent.

La mainmise sur l'Etat par le prolétariat donne à la classe ouvrière l'instrument de la domination bourgeoise ; elle ne supprime immédiatement ni la bourgeoisie ni les classes, ni par conséquent la lutte de classes qui prend au contraire sa forme la plus aiguë. Le prolétariat ne peut faire face aux nécessités de cette lutte et la mener victorieusement qu'en exerçant sa dictature sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Conseils des travailleurs ».

La dictature du prolétariat n'est pas un régime, mais un moyen, le seul qui permette à la classe ouvrière de briser la résistance de la bourgeoisie et d'instaurer le régime communiste.

Le Congrès est d'accord avec l'Internationale communiste pour constater l'impossibilité de passer sans transition de l'Etat bourgeois au Communisme sans Etat.

L'Etat est un appareil de classe au service de la classe dominante ; il ne peut disparaître qu'avec les classes elles-mêmes. La substitution des rapports de production socialiste aux rapports de production capitaliste n'est pas immédiate. C'est l'œuvre d'un laps de temps au cours duquel l'existence d'un Etat prolétarien est inévitable et nécessaire. La dictature du prolétariat s'exerce pendant cette période pour l'établissement des nouveaux rapports sociaux qui feront automatiquement disparaître, avec la dictature elle-même et les classes, l'Etat qui est, pendant la période transitoire, l'instrument de domination de la classe ouvrière.

II. — Le Parti Communiste et la révolution prolétarienne

Le Congrès, d'accord avec la III^e Internationale, rejette de la façon la plus catégorique la conception d'après laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans posséder son parti politique indépendant. Toute lutte de classe est une lutte politique. Le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé autrement que par un parti politique. C'est seulement lorsque le prolétariat possède comme guide un parti organisé et expérimenté, ayant des buts strictement définis et un programme concret d'action politique intérieure et extérieure, que la conquête du pouvoir politique devient autre chose qu'un épisode accidentel et sert de point de départ à la longue élaboration de la société communiste.

Le Parti socialiste ou communiste est nécessaire à la classe ouvrière, non seulement jusqu'à la conquête du pouvoir, mais pendant toute la période de dictature et jusqu'à la disparition totale des classes.

III. — Le Parlementarisme

Le Parti considère le Parlement comme un appareil essentiellement bourgeois, « une machine d'oppression et d'asservissement entre les mains du capital dominateur », absolument incompatible avec le régime prolétarien, dont la forme est la République des Conseils de travailleurs. La prise du pouvoir politique ayant pour objet, non la conservation des rouages de l'Etat bourgeois fonc-

tionnant sous la direction des communistes, mais la destruction totale de tout le mécanisme d'Etat du capitalisme, le Parlement disparaîtra avec la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. De même doivent disparaître, pour faire place aux institutions prolétariennes, toutes les institutions communales ou régionales de la bourgeoisie.

Ainsi que la III^e Internationale, le Parti repousse le parlementarisme comme forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de conquérir les Parlements pour réaliser la Révolution.

Le Parti considère que, dans certaines conditions déterminées, notamment dans la période pré-révolutionnaire et au début de l'agitation révolutionnaire, à la condition expresse que les élus soient placés sous le contrôle efficace et la dépendance totale du Parti, la tribune du Parlement bourgeois peut être utilisée pour la propagande révolutionnaire du Parti. Les communistes entrent au Parlement non pour y faire un travail organique, mais pour y démasquer les ennemis du prolétariat, sans crainte de transgresser les règlements établis et d'encourir les sanctions disciplinaires prévues.

Envoyés au Parlement pour aider de l'intérieur à la destruction du régime capitaliste, ils ne sauraient se laisser influencer par le reproche de ne faire qu'une action négative et de ne rien opposer de concret au travail législatif de la bourgeoisie. Ils ne sont pas des législateurs parmi d'autres législateurs, mais des porte-paroles communistes envoyés dans le camp ennemi. Ils ne s'inspirent, en toutes circonstances, que des décisions du Parti qu'ils ne sauraient enfreindre sans être exclus.

La campagne électorale doit être menée, non pour la recherche du maximum de mandats parlementaires, mais pour la mobilisation des masses autour des mots d'ordre de la révolution prolétarienne.

Tout en reconnaissant que, dans les conditions ainsi définies, l'entrée des socialistes au Parlement bourgeois est nécessaire, tout en déclarant que les socialistes français peuvent actuellement utiliser cette tactique, le Congrès estime que la situation révolutionnaire d'un pays peut faire apparaître comme inutile l'action au sein du Parlement. Cela a lieu, par exemple, lorsque l'action révolutionnaire extérieure se développe au point où l'influence du Parlement sur les événements devient nulle, et notamment lorsque existent les conditions nécessaires au passage immédiat à la lutte ouverte pour le pouvoir.

La III^e Internationale rappelle justement que l'importance de cette question du parlementarisme est relative et ne saurait être en aucun cas un motif de schisme communiste.

IV. — Le Parti et les Syndicats

L'organisation syndicale est, pour la classe ouvrière, une impérieuse nécessité, soit qu'on envisage les intérêts matériels immédiats de cette classe et sa lutte contre le patronat, soit que l'on songe à l'organisation de la révolution dont la grève générale est un des moyens.

Pendant une période de l'Histoire, ce syndicalisme est réformiste, il recherche des compromis

qui laissent intactes les bases du régime capitaliste et les privilèges essentiels des exploitateurs du travail ; mais au fur et à mesure que se précise l'impuissance du réformisme et que le prolétariat sent davantage l'oppression de l'appareil social, il évolue et doit évoluer vers les concepts révolutionnaires.

Le syndicalisme français, après avoir été réformiste pendant la presque totalité du XIX^e siècle, s'affirmait révolutionnaire au début du XX^e. Il croyait atteindre ses objectifs par l'action directe et la grève générale. Il visait en somme au même but que le socialisme : la suppression du salariat. Mais un revirement, qui avait commencé avant la guerre, s'est accentué pendant celle-ci, et le syndicalisme a subi la même régression que le socialisme.

L'afflux dans les syndicats de vastes contingents de travailleurs encore inadéquats, la constitution d'un fonctionnarisme permanent plus enclin aux pratiques de la diplomatie industrielle qu'à celles de la force révolutionnaire, la tendance des nouveaux syndiqués à ne parer au renchérissement de la vie que par le relèvement des salaires, tout cela a contribué à ramener le syndicalisme français dans les voies du réformisme.

Cette déviation s'est manifestée par des actes d'indéniable collaboration de classe, pendant la guerre, lors de l'acceptation de « l'union sacrée », et depuis, par la participation à des entreprises dirigées par les Etats capitalistes, telles que la Conférence de Washington et le Bureau du Travail de Genève.

Mais les événements accentuent de jour en jour la faillite d'une telle politique. De jour en jour, les prolétaires syndiqués comprennent mieux que la classe possédante est incapable de remettre en marche, au lendemain du cataclysme mondial, l'appareil de la production ; de jour en jour, ils discernent mieux que leur misère devient plus profonde malgré les majorations de salaires toujours inférieures au renchérissement de la vie. De jour en jour, ils saisissent mieux qu'ils forment une classe, que cette classe ne se libérera qu'en ruinant tout l'édifice capitaliste et que le syndicalisme ne renferme pas en soi tous les éléments et toutes les possibilités de la société communiste.

Le syndicalisme doit redevenir ce qu'il a été déjà en France, un facteur réel de révolution. Il n'y aboutira qu'en s'ouvrant toujours plus largement aux idées communistes et qu'en coopérant avec le Parti socialiste à la conquête du pouvoir politique et à la formation de l'Etat prolétarien. Par son adhésion à l'Internationale syndicale de Moscou, il marquera qu'il veut collaborer avec l'Internationale politique, coordonner son action avec l'action de cette dernière, poursuivre la même œuvre avec les masses d'ouvriers qu'il recrute. En pénétrant dans ses organismes, en gagnant à leurs idées les travailleurs qui y sont déjà, les communistes préparent cette indispensable et indissoluble alliance.

V. — La solidarité internationale

Le Parti déclare que la tâche primordiale du prolétariat, à l'heure présente, est d'imposer aux gouvernements bourgeois la paix immédiate avec la République des Soviets.

La sabotage de l'entreprise militaire dirigée

depuis trois ans contre la Russie révolutionnaire est le plus sacré des devoirs. La fabrication et le transport des armes, munitions, approvisionnements de toutes sortes, destinés aux ennemis des Soviets, doivent être paralysés par tous les moyens. A l'immensité du crime perpétré contre le peuple russe doit correspondre l'immensité de l'effort de solidarité prolétarienne internationale, propre à sauvegarder les conquêtes révolutionnaires du prolétariat russe dont bénéficiera le prolétariat mondial.

Cette préoccupation essentielle doit dominer toutes les autres. La presse et les orateurs du Parti doivent lui accorder la place principale dans leur propagande, et intensifier l'agitation qui engendrera l'action des masses. Les socialistes doivent exiger que cette question soit inscrite en tête de l'ordre du jour de chaque assemblée syndicale afin que chaque groupement ouvrier envisage l'application de moyens efficaces pour étouffer l'action contre-révolutionnaire de la bourgeoisie.

La propagande en vue d'éclairer le prolétariat quant aux conséquences désastreuses de son apathie et aux responsabilités qu'il assume en alimentant la guerre contre-révolutionnaire ne peut s'adresser exclusivement aux travailleurs des fabriques d'armes, des usines de munitions, des poudreries, des transports, qui ne sauraient réaliser le boycottage des agresseurs de la Russie soviétique sans l'appui actif de l'ensemble des organisations ouvrières. C'est la classe ouvrière tout entière qui, s'inspirant de l'exemple de la classe ouvrière italienne, doit entreprendre le sabotage systématique du concours matériel apporté par nos gouvernants aux assassins du peuple russe.

Le groupe socialiste parlementaire doit publier, du haut de la tribune de la Chambre, les horreurs de la guerre et du blocus contre-révolutionnaires. La presse socialiste doit, par une campagne retentissante, susciter l'indignation et la colère publiques contre l'attentat sans nom dont un peuple de 180 millions d'âmes est la victime. Les sections et fédérations du Parti doivent entretenir une agitation sans répit. Toutes les formes de protestation doivent être utilisées, afin de créer l'atmosphère favorable aux actes qui accablent le gouvernement français, principal bourreau de la Russie, à renoncer à ses entreprises scélérates.

En même temps que seront mis en œuvre tous les moyens pratiques de paralyser la fabrication et le transport du matériel de guerre, le Parti envisagera toute autre mesure susceptible de manifester la volonté de paix de la classe ouvrière, comme par exemple le refus collectif de payer l'impôt, et tels moyens que suggéreront les circonstances. Le Parti proclame sa résolution d'organiser une lutte implacable contre l'impérialisme et la contre-révolution qui supplicient plus de la moitié de l'Europe et achèvent de la ruiner.

VI. — La question agraire

La question agraire se présente en France sous un aspect particulier, du fait de l'extrême morcellement de la propriété foncière. Le Parti doit la traiter sans esprit dogmatique, et tracer sa ligne de conduite à l'égard de la population paysanne avec la préoccupation d'en gagner à la

révolution la fraction la plus déshéritée, et d'en neutraliser la majeure partie.

La socialisation des moyens de production agricole ne saurait être réalisée suivant le même processus que celui des moyens de production industrielle. Le mode d'exploitation du sol en commun ne peut être imposé par contrainte, et ne se généralisera que sous l'influence de l'exemple offert par les expériences du travail collectif accomplies sur de grands domaines agricoles.

La grande propriété terrienne exploitée par un personnel de techniciens et de salariés, au service de propriétaires capitalistes, est seule destinée à être expropriée au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat. Ces grandes propriétés, ainsi que les domaines de l'Etat, des départements, des communes, seront exploitées et gérées en commun par les Conseils des travailleurs agricoles. Par l'utilisation des méthodes et de l'outillage modernes et perfectionnés, elles atteindront une productivité qui sera la meilleure propagande par le fait en faveur de la généralisation du système de culture collective. L'Etat prolétarien prodiguera ses concours de toute nature pour aider, encourager et soutenir toutes les entreprises de culture en commun, les coopératives de production agricole, les communes agraires.

L'extinction de la propriété moyenne, celle des exploitants employant quelques salariés, sera progressivement réalisée par la force des choses à mesure que s'intensifiera la production collective. La monopolisation des moyens de répartition et d'échange par l'Etat prolétarien, en privant les propriétaires moyens de la possibilité de spéculer, en fixant le prix des denrées, supprimera peu à peu la raison d'être de la propriété moyenne en réduisant les avantages qui y sont attachés. L'attraction qui s'exercera inévitablement des grandes entreprises collectives modèles sur le prolétariat agricole privera graduellement de ses salariés la propriété moyenne, qui perdra son caractère d'exploitation capitaliste et jusqu'à la possibilité de prolonger son existence sous la forme où elle aura survécu.

Les petits propriétaires, fermiers et métayers n'employant pas de salariés, et le prolétariat agricole proprement dit, devant être les bénéficiaires immédiats de la révolution, forment la couche de la population rurale la plus accessible à la propagande socialiste. Les premiers, qui auront dans le régime capitaliste à supporter le poids toujours croissant des servitudes fiscales, le coût toujours plus élevé du matériel et des engrais, seront attirés au socialisme par la perspective de l'abolition d'un régime de spoliation et de confiscation, dépouillant le travailleur des fruits de son travail, et de la création d'un nouvel ordre social leur garantissant la jouissance des biens qu'ils produisent. Les prolétaires ruraux, comme ceux des villes, viendront au socialisme pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, pour abroger la loi d'airain des salaires, pour assurer à leur vie le bien-être et la sécurité.

En organisant systématiquement une inlassable propagande inspirée de ce programme, le Parti déjouera les tentatives bourgeoises visant à dresser la paysannerie contre la classe ouvrière. Il réali-

sera l'unité spirituelle du prolétariat des villes et des campagnes, gage de la victoire de la révolution communiste.

VII. — L'organisation des femmes et des jeunes

Le Parti doit accorder une attention spéciale à la partie la plus déshéritée du prolétariat, le prolétariat féminin. La guerre, en accroissant considérablement cette catégorie de prolétaires, a créé la possibilité d'y recruter pour le socialisme des contingents importants. Une propagande particulière, s'adressant aux femmes prolétaires, doit être entreprise par des méthodes appropriées, pour faire comprendre aux exploitées que le socialisme seul les libérera, en réalisant leur affranchissement économique, pour les grouper, les organiser et les éduquer politiquement. Le plan de cette propagande et les moyens de la faire pénétrer dans les milieux du travail féminin devront être établis par une conférence nationale des femmes socialistes, déléguées par les fédérations. Le Comité central du Parti devra convoquer cette assemblée, qui élira un organisme permanent chargé de diriger la propagande socialiste parmi les femmes, et auquel le Parti donnera son concours moral et son appui matériel.

Le Parti s'attachera aussi à fortifier l'organisation des Jeunesses socialistes qui doivent devenir une pépinière de militants. Il prendra toutes dispositions propres à donner aux jeunes l'éducation doctrinale qui fera d'eux des propagandistes et les rendra aptes à former de nouveaux cadres pour le prolétariat. Des écoles socialistes seront créées, d'après les expériences fructueuses réalisées dans d'autres pays, afin de ne pas laisser les jeunes livrés à des études de hasard, et de mettre à leur portée les travaux des éducateurs socialistes.

VIII. — Les conditions d'admission

Le Parti considère comme légitimes et indispensables les conditions posées par l'Internationale communiste pour éviter l'affiliation d'éléments anti-communistes.

Il ne suffit pas, en effet, de déclarer qu'on est d'accord sur les principes généraux du socialisme marxiste. Il importe aussi d'être d'accord sur la tactique à suivre pour mettre ces principes en application, en tenant compte, conformément à la condition 16, des circonstances de temps et de lieu où est placé le Parti. En formulant avec l'autorité et l'expérience que donnent au communisme russe plusieurs années de pratique révolutionnaire les règles essentielles de cette tactique, la III^e Internationale a pesé clairement les bases de cet accord.

Comme le 2^e Congrès de l'Internationale communiste, le Parti pense qu'une propagande vraiment communiste doit, par tous les moyens, être systématiquement portée partout où il y a des prolétaires. La nécessité de la dictature du prolétariat doit nettement ressortir de cette propagande, qui doit dénoncer avec une égale vigueur le régime capitaliste et le réformisme avoué ou

masqué. La diffusion des idées communistes doit être assurée avec un soin tout particulier dans les campagnes.

Tout ce qui porte l'estampille officielle du Parti, (journaux, brochures, etc.) doit être rédigé par des communistes sûrs. La presse et les services d'éditions doivent dépendre du Comité central du Parti.

Le Parti doit être constitué d'après le principe de la centralisation démocratique. La discipline la plus stricte, acceptée par tous ses membres, doit y régner. Les organes directeurs doivent y détenir une autorité incontestée basée sur la confiance des militants. Tous les éléments non encore entièrement acquis au communisme doivent être écartés de ces organismes et, d'une façon générale, des postes comportant des responsabilités.

L'expérience a démontré que la collaboration des communistes et des réformistes est incompatible avec l'action révolutionnaire. L'Internationale communiste a justement rappelé ce que cette collaboration a coûté à la République des Soviets de Hongrie. Aucune direction n'est praticable lorsque ceux qui doivent exercer cette direction sont irréductiblement divisés. La direction rationnelle d'un Parti n'est possible que si la confiance des militants place à sa tête des hommes entièrement et loyalement d'accord sur la charte doctrinale et tactique de ce Parti.

Vouloir, sous prétexte de représentation proportionnelle, imposer la collaboration entre communistes et non-communistes, c'est vouer d'avance le Parti à l'inaction et à l'impuissance, c'est faire d'un instrument de lutte de classes et de révolution un agglomérat amorphe de plus en plus soumis à l'influence bourgeoise. L'âpre lutte qui met aux prises, dans tous les partis socialistes du monde, les communistes et les réformistes, ne peut être considérée comme une divergence d'opinion secondaire et momentanée, pouvant se résoudre par la confrontation des idées.

Le Parti, en plein accord avec l'Internationale communiste, se déclare donc résolu à suivre une politique exclusivement communiste. Il appliquera immédiatement cette résolution en désignant des représentants de même tendance au Comité central et aux journaux du Parti.

Le Parti est pleinement d'accord avec l'Internationale communiste pour dénoncer l'impérialisme colonial et pour prendre activement le parti des populations subjuguées par le capitalisme européen dans leur lutte contre l'oppression sous toutes ses formes.

Le Parti est résolu à observer les décisions de l'Internationale communiste et de son Comité exécutif, dont tous les documents seront publiés par ses soins. S'il est vrai que chaque parti est, dans son propre pays, le meilleur juge de la situation intérieure de ce pays et des possibilités d'action de son prolétariat, qu'il est de ce fait le plus qualifié pour former le jugement de l'Internationale communiste sur ce point, il est non moins vrai que chaque parti n'est qu'une des unités des forces prolétariennes mondiales étroitement solidaires, que l'Internationale doit diriger si elle veut être autre chose qu'un simple appareil enregistreur. A la garantie que toute décision n'est prise qu'en pleine connaissance de cause doit nécessai-

rement correspondre la garantie du respect et de l'exécution des décisions prises.

Le Parti décide de placer sous la direction de son Comité central ses représentants élus dans les assemblées de l'Etat bourgeois. Il retient la suggestion donnée par le 2^e Congrès de l'Internationale communiste en ce qui concerne le contrôle à exercer en tout temps pour que les éléments étrangers au communisme ne puissent séjourner dans le Parti.

Le Parti considère que les exceptions prévues à l'article 20 des conditions « en ce qui concerne les représentants de la tendance centriste nommés à l'article 7 » doivent s'appliquer au Parti français dans les circonstances présentes. Ces exceptions valent également pour les délégués au Congrès visés à l'article 21 qui déclareront s'incliner devant les décisions du Parti.

Comme l'Internationale communiste enfin, le Parti décide d'entreprendre une propagande persévérante dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives et autres groupements) en vue de les gagner au communisme.

C'est par la coordination de toutes les forces ouvrières sous l'impulsion du communisme que s'organisera l'action des masses pour la prise du pouvoir.

Ainsi, le problème des rapports du Parti avec les syndicats trouve sa solution logique. Le Parti groupe les militants de toutes les organisations prolétariennes qui acceptent ses vues théoriques et ses conclusions pratiques. Tous, obéissant à sa discipline, soumis à son contrôle, propagent ses idées dans les milieux où s'exercent leur activité et leur influence. Et lorsque la majorité, dans ces organisations, est conquise au communisme, il y a entre elles et le Parti coordination d'action et non assujettissement d'une organisation à une autre.

Le Parti considère que l'Internationale syndicale d'Amsterdam, qui pratique la collaboration de classes et participe à l'œuvre contre-révolutionnaire de la Société des Nations capitalistes, et dont la politique s'identifie à celle de la II^e Internationale, est historiquement condamnée au sort de celle-ci. Les communistes lutteront énergiquement pour arracher à son influence les syndicats révolutionnaires et pour contribuer à la formation de la nouvelle internationale syndicale de Moscou.

Mais, d'accord avec le 2^e Congrès de l'Internationale communiste, le Parti condamne toute tentative de scission syndicale. Ce sont les Centrales syndicales elles-mêmes qui devront, en abandonnant l'Internationale d'Amsterdam, entrer dans l'Internationale syndicale de Moscou.

A dater du Congrès, le Parti se nommera « Parti socialiste, Section française de l'Internationale communiste ». Il fera valoir, auprès du Comité exécutif de l'Internationale communiste, les raisons qui militent pour l'acceptation provisoire de ce titre.

DÉCISIONS

Afin de s'organiser conformément aux règles ainsi tracées, le Parti décide :

1^o Le congrès annuel du Parti élit un Comité

Directeur de 24 membres, au scrutin de liste et à la majorité absolue ;

2^o Le congrès élit les délégués du Parti au Conseil d'Administration de l'Humanité, au scrutin de liste et à la majorité absolue ;

3^o Le Comité Directeur nommé :

a) Le délégué du Parti au Comité Exécutif de l'Internationale communiste ;

b) Un secrétaire général ; un secrétaire international ; un trésorier ;

c) Le directeur de l'Humanité ;

d) Le directeur de la Voix Paysanne ;

e) Les délégués permanents ;

f) Une commission des conflits, ayant pleins pouvoirs pour instruire sur tous les cas d'indiscipline ou de manquement aux devoirs envers le Parti, qui lui seront soumis, soit par les sections ou fédérations, soit par le Comité Directeur, et les sanctionner. Les décisions de cette commission devront être ratifiées par le Comité Directeur. Les exclus ont le droit de se pourvoir devant le Congrès, sans que leur pourvoi soit suspensif ;

4^o Tous les représentants du Parti investis d'une charge par le Comité Directeur sont responsables devant lui et révocables en tout temps par lui ;

5^o Une commission spéciale de 12 membres, nommée par le Congrès, est chargée d'établir un projet de nouveaux statuts du Parti, et de mettre ceux-ci en harmonie avec les dispositions nouvelles. Elle devra rapporter devant un congrès administratif que le Comité Directeur convoquera dans les trois mois.

Pour le Comité de la III^e Internationale :

Les Secrétaires emprisonnés : LORJOT. — Boris SOUVARINE.

Les Secrétaires par intérim : Jean RIBAUT. — René REYNAUD.

La Commission exécutive : BOYET, HATTENBERGER, CARTIER, FROMENTIN, HUMBERTOT, Léonie KAUFFMANN, O. KER, RADI, Charles RAPPOFORT, TREINT, Antonio COEN.

Alexandre BLANC, Georges LÉVY, VAILLANT-COUTURIER, députés.

Marthe BIGOT, Oscar BLOCH, Annette CHARREAU, Noël GARNIER, HARDY, Bernard LECACHE, Raymond LEFEBVRE, Victor MÉRIC, Fernand MORELLE, Maurice PAZ, Henry TORRÈS, Guy TOURRETTE (Seine). — VERDIER, Yvonne VIDALENCO, Guiraud ASTRUC (Aveyron). — BOUTHONNIER, DELAGRANGE (Dordogne). — DELOURME, DESCAMPS, DUMORTIER, DE MUYNK, Florimond BONTE (Nord). — Lucie COLLARD (Calvados). — COURAGE (Seine-Inférieure). — CALZAN, Pierre DUMAS, MÉTRA (Rhône). — GAILLARD (Bouches-du-Rhône). — Docteur GILLARD (Alpes-Maritimes). — BOUËT (Maine-et-Loire). — Jules BLANC (Drôme). — GAYE, OLIVIER (Gironde). — BUREAU, DELANOË (Seine-et-Oise). — ALTENBACH, KUHN (Haut-Rhin). — BARAILLE (Loire-Inférieure). — DUMOLLARD (Savoie). — RIGAUT (Oise). — MONDOVI, RENÉE (Saône-et-Loire). — FROISSART, FOURMENT (Pas-de-Calais). — LE FLANCHÉC, GUIBAU (Finistère). — Berthe KABUCK (Isère). — GAUTRAND (Hérault).

Pour les membres démissionnaires du Comité pour la Reconstruction de l'Internationale :

CAGHIN, L.-O., FROSSARD, BONNAUD (14^e section), Louise BODIN (Rennes), BELLANGER (12^e section), Emile BRUNET (Nanterre), BAPTISTE (12^e section), CASSOU (Issy-les-Moulineaux), CHANFREAU (20^e section), Amédée DUNOIS (5^e section), DONDIGOL (11^e section), DUPONT (Bourg-la-Reine), DEJOIN (16^e section), Maria FORSANS (18^e section), Ferdinand FAURE (Loire), H.-P. GASSIER (Marseille), GOURDEAUX, Citoyenne GOURDEAUX (15^e section), Alix GUILLAIN (9^e section), J. HENRY (Vincennes), LALOYAU (20^e section), C.-E. LABROUSSE (14^e section), Lucie LEICAGUE (9^e section), Paul Louis (9^e section), MARTINET (Conseiller municipal de Champigny), Marthe PICHOREL (Sceaux), QUESNEL et Citoyenne QUESNEL (Bagnolet), Daniel RENOULT (10^e section), Louis SELLIER (Conseiller municipal de Pa-

ris), SERVANTIER (19^e section), TOMMASI (12^e section), TRIMOUILLE (15^e section).

AVIS IMPORTANTS

Les Camarades désirant manifester leur adhésion à cette résolution sont priés d'écrire : pour le Comité de la 3^e Internationale à Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris ;

Pour les démissionnaires du Comité pour la Reconstruction de l'Internationale, à Daniel Renault, 45, rue Claude-Bernard, Paris.

Nos camarades sont informés que des exemplaires de notre motion sont à leur disposition : à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne ; à l'A. R. A. C., 12, rue Grange-Batelière ; à la Vie Ouvrière, 96, quai de Jemmapes.

Chronique Internationale

ETATS-UNIS

Dans sa déclaration sur l'acte de trahison des travailleurs des transports maritimes de Philadelphie, qui chargèrent des munitions destinées au général Wrangel, le Bureau exécutif général des I. W. W. s'adressa « à la classe ouvrière tout entière, et en particulier au Parti communiste unifié, pour les inviter à prendre position et à aider à la constitution d'une organisation révolutionnaire destinée à rendre désormais impossible la répétition de l'acte de lâcheté des dockers de Philadelphie ».

L'attitude du P. C. U. envers les I. W. W. a été une attitude de chaleureuse amitié. Le programme du Parti indique que celui-ci adopte cette attitude amicale, et, sans doute, le P. C. U. aurait accentué cette attitude sans la propagande anticommuniste menée l'année dernière par les I. W. W.

Mais il fut impossible au P. C. U. de prendre en réalité l'attitude ainsi tracée parce que l'annonce de la formation du P. C. U. et la publication de son programme furent le signal d'une campagne sauvage contre le Parti : les feuilles des I. I. W. l'invectiverent, le traînèrent dans la boue. On déclara que le programme du P. C. U. était l'œuvre d'agents provocateurs, et on déclara ridicules les principes du Communisme.

Comment le P. C. U. aurait-il pu faire la moindre avance amicale aux I. W. W., quand leurs organes officiels dépassaient la presse capitaliste dans la bassesse de leurs attaques contre les communistes ? La seule réponse possible était de critiquer impitoyablement, de montrer que les I. W. W. s'égarèrent vers un opportunisme qui menaçait de les abaisser au rang de l'American Federation of Labor.

Cette évolution vers l'opportunisme n'est point fictive : elle est illustrée par la résolution de la dernière assemblée des I. W. W. réprouvant toute violence, et qui fut une surenchère « d'honorabilité ». Des milliers de travailleurs quittèrent le Parti socialiste en 1912, quand fut adopté l'infâme article 2 de la

section 6 ; et ils se joignirent aux I. W. W. Et voici que huit ans plus tard, une assemblée des I. W. W. adopte une résolution analogue !

Mais évidemment, la fraction militante des I. W. W. a fini par s'éveiller devant cette dangereuse orientation vers l'opportunisme et « l'honorabilité », due aux dirigeants politiques de l'organisation.

Les excès des attaques contre le Communisme, l'épisode de Philadelphie, et surtout l'appel du Comité exécutif de la 3^e Internationale, montrant l'erreur des I. W. W., ont produit leur effet sur les membres des I. W. W. et, sans aucun doute, ils ont fait entendre leur voix aux organes directeurs.

Cela est visible dans le ton nouveau du numéro de septembre de *One Big Union Monthly*, appelé « numéro bolchevik spécial ». On y abandonne l'attaque violente, en expliquant pourquoi les I. W. W. ne peuvent faire leurs principes du Communisme. Tandis que l'Appel de la 3^e Internationale et la thèse de Zinoviev sur « le Parti communiste et l'Unionisme industriel » sont reproduits, les principes suggérés pour régler les relations entre le Parti et les I. W. W. sont rejetés.

Ce rejet est apparent dans le vote du Bureau Exécutif général sur la question de l'adhésion à la 3^e. La motion demandant l'adhésion sans réserves fut repoussée par 5 voix contre 2. La 2^e motion, disant : « Nous faisons savoir à la 3^e Internationale que notre position nous empêche d'adhérer dans les conditions formulées par Zinoviev, dans son appel aux I. W. W., et nous sommes partisans d'une Internationale économique industrielle (syndicale) » fut votée par 4 voix contre 3. Une 3^e motion, disant : « Nous adhérons à la 3^e Internationale avec les réserves suivantes : « Nous ne prendrons aucune part à l'action parlementaire, et nous nous réservons le droit de développer notre action propre d'après les conditions dominantes du moment » fut aussi votée par 4 voix contre 3. Les trois motions vont être soumises à l'Union dans un referendum.

Dans la mesure où il s'agit du Bureau Exécutif général, il semble que l'attitude de la majorité soit exactement celle du Parti socialiste, qui a aussi adhéré à la 3^e Internationale en faisant des réserves sur ses méthodes d'action. Adhérer ainsi, ce n'est point adhérer. La 3^e Internationale réunit en un corps de doctrine certains principes et certaines méthodes d'action qui sont indispensables pour assurer la victoire de la classe ouvrière dans la lutte de classes qui va vers une crise. Accepter le nom de « 3^e Internationale », mais rejeter les principes de cette organisation, c'est comme si on prétendait aimer les œufs comme nourriture seulement en raison de l'apparence de leur coquille. On peut trouver l'intérieur de la coquille pourri. Telle est l'attitude des *I. W. W.* et du Parti socialiste vis-à-vis des principes et de la tactique que recouvre le mot « 3^e Internationale ».

L'adhésion officielle à la 3^e Internationale n'est pas, cependant, la condition *sine qua non* de la coopération des *I. W. W.* avec le *P. C. U.* Les *I. W. W.*, en tant qu'Union industrielle, ont à jouer dans la lutte révolutionnaire un rôle différent de celui du *P. C. U.* Sa tâche est d'organiser les travailleurs en vue de luttes immédiates pour les salaires et les conditions de travail ; de développer l'éducation et la discipline nécessaires à l'administration des industries après la révolution prolétarienne, de développer la conscience de classe des travailleurs et de leur faire comprendre cette vérité, que la destruction du système capitaliste est la condition de leur émancipation.

Une union industrielle n'est pas faite de membres choisis, mais des masses d'ouvriers, d'ouvriers dont la conscience révolutionnaire est diversement développée. Une union industrielle occulte serait anormale. L'existence d'une telle organisation est inconcevable. Puisqu'une organisation ouverte, préconisant l'action des masses ayant son couronnement dans l'insurrection armée pour le renversement du capitalisme, ne pourrait exister dans notre pays, le *P. C. U.* ne demande pas aux *I. W. W.* d'accepter officiellement son programme ou un programme communiste analogue comme base d'entente et de coopération avec lui.

Les *I. W. W.* ont déjà accompli un changement de front au sujet de l'insurrection armée. Le directeur de *One Big Union Monthly* admet dans son éditorial du « numéro bolchevik spécial » que l'insurrection armée est fort probable, et il ajoute, « mais nous ne voulons pas appeler cette calamité et essayer de produire une collision prématurée par des excitations artificielles ». Les Communistes non plus n'essayent pas d'amener une insurrection armée « par des excitations artificielles », — sauf peut-être ceux qui souffrent de ce que Lénine appelle « la maladie infantile du communisme de gauche ». L'insurrection armée se produit lorsque les conditions économiques et sociales ont mûri suffisamment pour y préparer les travailleurs. Le Parti socialiste italien, qui adopte la méthode du Communisme, n'a pas, bien qu'il se déclare ouvertement dans son programme pour l'insurrection armée, provoqué cette insurrection par des « excitations artificielles », bien qu'il en possède très vraisemblablement les moyens. Il attend que les masses soient prêtes à s'ébranler.

Il y a une grande différence entre provoquer une

insurrection armée par des « excitations artificielles », et « familiariser constamment et systématiquement la classe ouvrière avec l'inévitabilité de l'emploi de la force armée dans la révolution prolétarienne », et préparer la classe ouvrière à l'insurrection armée, comme le préconise le *P. C. U.*

Le *P. C. U.* n'a point l'idée d'appeler, aujourd'hui, demain, ou la semaine prochaine, le prolétariat aux armes.

Dire aujourd'hui aux ouvriers : « Le Parti communiste d'Amérique lance l'appel pour la révolution, pour que s'arment et se lèvent tous les ouvriers », c'est tourner en dérision les principes de la 3^e Internationale et discréditer l'idée de l'insurrection armée. Une telle propagande ne peut venir que d'esprits superficiels, de sentimentaux.

Le *P. C. U.* déclare que son intention est de préparer la classe ouvrière à un soulèvement armé. Une telle préparation ne consiste pas à l'appeler à l'insurrection à chaque occasion imaginable, mais à développer sa conscience révolutionnaire par une éducation lui montrant l'inéluctable nécessité d'être constamment prête et au moment voulu de mettre aux mains des ouvriers les armes nécessaires.

Ce programme, loin de causer la « collision prématurée » que craint le directeur du *O. B. U. Monthly*, limitera l'effusion de sang et les souffrances qui accompagnent l'insurrection, en créant les conditions nécessaires au triomphe rapide des ouvriers, au lieu de les conduire à une révolte aveugle, sans armes, sans organisation, qui serait pour le militaire capitaliste l'occasion d'une facile victoire.

Et maintenant, que faut-il entendre par coopération entre les *I. W. W.* et le *P. C. U.*, et qu'elle est la base d'une telle coopération ?

Par coopération, le *P. C. U.* entend qu'il emploiera toutes ses forces à faire des *I. W. W.* l'union révolutionnaire de tous les travailleurs de l'industrie, s'efforcera d'arriver à une entente pour une politique commune et une commune action révolutionnaire.

La base d'une telle coopération est la suivante :

1^o Que les *I. W. W.* cessent d'égaler les travailleurs en leur enseignant que la révolution peut s'effectuer par l'organisation industrielle dans les usines et magasins, et par la prise de possession directe de l'industrie, sans qu'on ait tout d'abord renversé l'Etat capitaliste et établi la dictature du prolétariat à l'aide des Soviets ;

2^o Que les *I. W. W.* poursuivent dans leurs publications officielles la campagne d'éducation, allant aussi loin que le permet le caractère légal de leur organisation, éducation enseignant le renversement du gouvernement capitaliste par l'action des masses, et l'établissement des Soviets et de la dictature du prolétariat ;

3^o Que sur des questions telles que celle de l'insurrection armée, dont les *I. W. W.* ne peuvent se faire les propagandistes en maintenant leur existence légale, ils s'abstiennent de toute propagande d'opposition ;

4^o Que les organes directeurs soient confiés, autant que possible, à ceux des membres des *I. W. W.* qui sont communistes.

En concluant un tel accord avec le *P. C. U.*, les *I. W. W.* répondraient à l'appel de la 3^e Internationale et démontreraient leur parfaite fidélité envers la révolution prolétarienne des travailleurs du monde.

Le « Populaire » à l'index

Sans qu'il fût besoin de se concerter, tous les partisans sincères de l'Internationale Communiste ont compris leur devoir de se tenir à l'écart du *Populaire*, dont la campagne contre la 3^e Internationale se poursuit par les moyens les plus déloyaux.

Après la démission de Daniel Renoult, secrétaire général du journal, il faut enregistrer celle d'Henri Barbusse, dont la fidélité à la cause révolutionnaire ne se dément pas un instant. Le nom de Barbusse disparaîtra de la manchette du journal, où il figurait avec le titre de « Directeur littéraire ». Mentionnons aussi les noms de collaborateurs occasionnels qui cessent d'écrire au *Populaire* : Marthe Bigot, Victor Méric, Amédée Dunois.

On sait que Ch. Rappoport, Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre ont cessé leur collaboration depuis quelques mois. Quant à Souvarine, il y a un an qu'il a quitté la maison.

Il ne reste au *Populaire* que deux rédacteurs se réclamant de la 3^e Internationale : Paul Louis et Georges Pioch. Ils se convaincront certainement très vite de l'incurabilité du mal dont souffre le *Populaire*, et qui lui sera mortel.

Le *Populaire* ne ressuscitera et ne vivra que si son directeur et son rédacteur en chef, qui l'ont discrédité, s'en éloignent. Le *Populaire* sera communiste ou ne sera pas.

Grandvallet, se plaignant de la décision de boycottage du *Populaire*, écrit dans le *Populaire* en substance ceci : « Saumoneau n'a fait que répondre à Flory qui l'avait attaquée... » Ou Grandvallet se trompe, ou il trompe. Flory, dans un article de *l'Humanité*, avait répondu à des articles de Louise Saumoneau dirigés contre la 3^e Internationale, et avait écrit : « Louise Saumoneau, dans son nouvel Olympe... etc. » Il n'y avait là rien de diffamatoire ou d'injurieux. Simplement un peu d'ironie Louise Saumoneau répondit en comparant Flory aux « rats qui propagent la peste... » Le *Populaire* a publié en première page cette saleté. Cela suffit à le juger. Que Grandvallet se reporte aux textes, et il se convaincra de son erreur. A moins qu'il soit de mauvaise foi, comme Longuet, Mayéras et Paul Faure.

Loyauté des Reconstructeurs

Plusieurs sections socialistes de la Seine ont voté la résolution que voici :

La Section apprend que Longuet, délégué par la C. A. P., au nom du Parti Socialiste, au Congrès des Indépendants à Halle, a dans un discours fait un tableau mensonger et tendancieux de la situation intérieure du Parti Français.

Elle apprend en outre, qu'après le vote de la majorité pour l'adhésion à la 3^e Internationale, Longuet a quitté le Congrès entre Grumbach et Martof à la suite de la minorité de droite.

La Section s'étonne qu'un délégué officiel du Parti, chargé d'apporter à nos camarades allemands notre salut fraternel ait osé prendre publiquement parti dans une grave question d'ordre intérieur ; qu'il ait faussement couvert de son mandat une manifestation toute personnelle et engagé notre Parti, dont il était l'unique représentant, dans un acte que nous réprovoquons.

La Section demande à la C. E. :

- 1° De faire sienne cette protestation et de la porter à la connaissance des autres sections ;
- 2° De la communiquer à la C. A. P. en demandant à celle-ci d'infliger à Longuet le blâme qu'il mérite.



LITTÉRATURE ==
== COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 "
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
<i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
<i>hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	3 "

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	14 "	16 "
12 mois	28 "	28 "

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS



Travail exécuté

par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)

Le Gérant : R. APERCE